

Dans ce numéro

Quatre morts et plusieurs dizaines de blessés après un attentat à la voiture piégée dans un cimetière de Benghazi...

(Page 2)

À Kismayo, des ressortissants étrangers parmi les victimes de l'attaque d'un hôtel revendiquée par Al-Shabaab...

(Page 3)

Des mémos de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington critiquant Donald Trump publiés par la presse britannique...

(Page 4)

Déploiement d'un second bâtiment de guerre britannique dans le détroit d'Ormuz...

(Page 5)

Washington en passe de vendre à Taiwan 108 chars de combat et 250 missiles Stinger...

(Page 6)

En Turquie, livraison des premiers éléments du système d'arme russe S-400...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Un drone iranien Mohajer M-6 utilisé pour frapper des positions de terroristes présumés dans le nord de l'Irak...

Les unités terrestres du CGRI ont fait usage du drone *Mohajer M-6*, équipé de bombes *Qaem*, pour détruire les positions des terroristes dans la région du Kurdistan irakien. C'est la riposte hybride du CGRI à l'attaque terroriste qui a coûté la vie à trois membres du CGRI la semaine dernière, à Piranshahr, non loin des frontières avec le Kurdistan irakien. Cette attaque a été revendiquée par les terroristes du Pejak, liés au PKK. La riposte a eu lieu vendredi 12 juillet, visant les groupes terroristes actifs sur les frontières de l'ouest et du nord-ouest de l'Iran. Les positions des terroristes sur les frontières de la région du Kurdistan irakien et de l'Iran ont été pilonnées et de nombreux terroristes ont été tués ou blessés. Ce qui différencie cette opération de la précédente, celle qui a visé en 2018 les positions de ce même groupe terroriste, est le recours du CGRI à des drones de combat entre autres. Ces drones ont rallié les forces terrestres du CGRI en février 2017. À l'époque, le Corps des gardiens de la révolution islamique a fait part de la formation de ces unités. Un an plus tard, c'est-à-dire en 2018, cette unité a participé avec succès aux vastes exercices militaires dans le nord-ouest iranien, sans que la nouvelle soit médiatisée. Vendredi 12 juillet, le drone *Mohajer M-6* a fait une belle démonstration de force. Le drone *Mohajer M-6*, le plus récent membre de la famille de drones *Mohajer*, est un drone à la fois de combat et de reconnaissance, avec une portée de 2 000 kilomètres, et capable de mener des opérations de reconnaissance, d'inspection et de combat, sur un vaste rayon d'opérations et pour une longue durée. L'appareil dispose de bombes intelligentes et de haute précision, équipées de capteurs optiques et thermiques. Le drone peut transporter jusqu'à deux bombes *Qaem* sous ses ailes. Doté d'un système optique sophistiqué, le M-6 peut voler de jour comme de nuit et même dans de mauvaises conditions climatiques. Il a aussi la capacité de décoller et d'atterrir sur des pistes d'atterrissage étroites.

(Press TV, le 13-07-2019)

Près de 32 millions de dollars volatilisés après le piratage présumé de la plateforme de crypto-monnaie BITPoint Japan...

Près de 3,5 milliards de yens, soit environ 32 millions de dollars, de devises virtuelles se sont volatilisés de la plateforme de crypto-monnaie *BITPoint Japan*. Remixpoint, l'entreprise mère de *BITPoint*, a fait cette annonce vendredi. Les responsables de la firme indiquent que les opérations sont suspendues pendant qu'ils mènent l'enquête pour comprendre ce qui s'est passé. Ils supposent que la plateforme a été piratée. C'est une erreur du système qui a sonné l'alarme jeudi dans la nuit. La plupart des avoirs qui ont disparus appartiennent aux clients. *BITPoint* est une plateforme permettant les échanges de cinq différents types de monnaies virtuelles, y compris Bitcoin et Ripple. À la Bourse de Tokyo, les actions de Remixpoint ont fait un plongeon de 80 yens, soit 18,6%, pour clôturer à la limite journalière légale.

(Radio Japon international, le 12-07-2019)

Trois morts après l'attaque d'un véhicule des Gardiens de la révolution dans le nord-ouest de l'Iran...

Trois soldats ont perdu la vie dans une attaque à main armée contre un véhicule de l'armée des Gardiens de la révolution iranienne. Selon la presse publique iranienne, l'attaque a été lancée à Piranshahr dans la province d'Azerbaïdjan occidental. L'attaque qui a donné la mort à trois soldats des Gardiens de la révolution et blessé un autre, n'a pas encore été revendiquée.

(La voix de la Turquie, le 10-07-2019)

Cinq terroristes présumés neutralisés par les forces de sécurité dans l'est de la Turquie...

Les forces de sécurité ont neutralisé cinq terroristes dans l'est de la Turquie. C'est ce qui ressort d'un communiqué diffusé par le ministère turc de l'Intérieur, mercredi. Ainsi, les équipes de la gendarmerie de la province de Tunceli ont effectué une opération, appuyée par les unités aériennes, dans la région. Cette opération a permis de neutraliser cinq terroristes dans les zones rurales du district d'Ovacik, a fait savoir le ministère.

(La voix de la Turquie, le 11-07-2019)

Quatre morts et plusieurs dizaines de blessés après un attentat à la voiture piégée dans un cimetière de Benghazi...

Un attentat à la voiture piégée a fait quatre morts et une trentaine de blessés à Benghazi, dans l'est libyen. L'attaque a été menée hier dans un cimetière pendant les obsèques d'un ex-officier de l'armée. C'est le premier attentat depuis plus d'un an dans ce fief du maréchal Haftar.

(Médi-1, le 12-07-2019)

Sept civils tués par des inconnus armés dans le nord-est du Mali...

Dans le nord-est du Mali, sept civils dont cinq passagers d'un véhicule ont été tués jeudi près de la frontière avec le Niger par des assaillants armés. La voiture transportant des civils a été ciblée à quelques dizaines de kilomètres de Ménaka. Les assaillants ont tué cinq personnes puis sont allés dans un hameau pour tuer deux autres civils, selon des officiels. Les auteurs de l'attaque étaient des hommes armés circulant à moto. Une enquête est ouverte, assure la gendarmerie malienne.

(La voix de l'Amérique, le 12-07-2019)

À Mogadiscio, au moins cinq morts après l'attaque d'un point de contrôle par des membres présumés d'Al-Shabaab...

Cinq personnes, trois civils et deux policiers, ont été tuées hier en Somalie dans une fusillade qui a éclaté lorsque des membres du groupe islamiste radical des shabaab ont ouvert le feu à un checkpoint à Mogadiscio. Les deux assaillants ont été abattus, selon un responsable des forces de sécurité. Peu de temps auparavant, dans le même quartier, les policiers avaient intercepté une voiture remplie d'explosifs qu'ils ont ensuite fait exploser. Un témoin a dit à l'AFP que les assaillants portaient des uniformes de l'armée somalienne, ce qui leur a permis de s'approcher du checkpoint sans éveiller les soupçons.

(La voix de l'Amérique, le 09-07-2019)

Cinq personnes dont trois civils ont été tuées lundi en Somalie dans une fusillade qui a éclaté lorsque des membres du groupe islamiste radical des shabaab ont ouvert le feu sur un checkpoint à Mogadiscio, a-t-on appris de sources sécuritaires et auprès de témoins. « Deux membres des shabaab ont attaqué un barrage et échangé des coups de feu avec les forces de sécurité. Les deux assaillants armés ont été abattus, mais deux policiers et trois civils ont également péri dans la fusillade » a déclaré à l'AFP un responsable sécuritaire de Mogadiscio, Mohamed Adan. Peu de temps auparavant, dans le même quartier de Seypiyano, dans le district de Hodan, les policiers avaient intercepté une voiture remplie d'explosifs, qu'ils ont ensuite fait exploser. « Les forces de sécurité ont déjoué une attaque à l'explosif qui visait à porter atteinte à la population civile » a déclaré à la presse la chef adjointe de la police somalienne, Zakia Hussein. « Dans le même temps, les forces de sécurité ont abattu deux terroristes shabaab qui ont essayé de forcer un barrage dans le quartier de Seypiyano » a ajouté la responsable, sans toutefois donner de précisions sur le bilan. Dans un bref communiqué, les insurgés shabaab ont revendiqué l'attaque du checkpoint: « Nous avons tué les miliciens stationnés sur le barrage et nous en avons pris le contrôle. Nos forces ont à présent quitté les lieux à l'exception de deux

de nos frères qui sont morts en martyrs ». D'après un témoin interrogé par l'*AFP*, Suleyman Moalim, les assaillants portaient des uniformes de l'armée somalienne, ce qui leur a permis de s'approcher du checkpoint sans éveiller les soupçons. « Ils ont alors ouvert le feu et la police a répliqué. Cela a duré quelques minutes. Les deux assaillants et plusieurs autres personnes sont morts dans la fusillade, dont des civils » a ajouté M. Moalim. *(Africa Radio, le 09-07-2019)*

À Kismayo, des ressortissants étrangers parmi les victimes de l'attaque d'un hôtel revendiquée par Al-Shabaab...

Vingt-six personnes de différentes nationalités ont été tuées dans l'attaque d'un hôtel dans le sud de la Somalie. L'agence de presse *Reuters* rapporte que des militants d'Al-Shabaab, un groupe affilié au réseau Al-Qaïda, ont revendiqué l'attentat. Vendredi dans la nuit, une voiture piégée a explosé devant l'entrée d'un hôtel à Kismayo. Des hommes armés ont ensuite pris d'assaut le bâtiment. Les forces de sécurité ont mis fin au siège après une longue fusillade de plus de 10 heures. Le président de la région a précisé samedi que des Kényans, des Américains et des Anglais faisaient partie des victimes. L'hôtel abritait des hommes politiques et des hommes d'affaires en lien avec l'élection présidentielle régionale prévue en août. L'un des candidats ferait lui aussi partie des victimes. *(Radio Japon international, le 14-07-2019)*

Un djihadiste malien devant la Cour pénale internationale...

« Un djihadiste malien accusé d'avoir participé à la démolition du patrimoine à Tombouctou a joué un rôle déterminant dans le calvaire et la tyrannie imposés aux habitants » a déclaré lundi le procureur de la Cour pénale internationale (CPI). Al-Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud est accusé d'avoir participé en 2012 et 2013 à la démolition de mausolées dans la ville malienne et d'être responsable de viols et d'esclavage sexuel commis dans le contexte de mariages forcés. Des accusations de torture pèsent également contre le djihadiste, qui a été remis en avril 2018 à la CPI par les autorités maliennes et transféré au centre pénitentiaire de la Cour, à La Haye. Al-Hassan comparait lundi devant les juges, qui doivent désormais décider s'il y a suffisamment de preuves contre lui pour aller jusqu'au procès. Leur décision pourrait prendre plusieurs mois. « Al-Hassan a lui-même arrêté des civils, les a interrogés et a participé à des tortures. Il a administré personnellement des flagellations, y compris à des femmes » a lancé le procureur de la CPI, Fatou Bensouda. La défense a quant à elle dénoncé l'impartialité d'une des juges assignés à l'affaire et a demandé sa récusation. La chambre n'a pas immédiatement statué sur cette requête. « Al-Hassan, 40 ans, aurait été membre du groupe djihadiste Ansar Eddine et commissaire de la police islamique à Tombouctou. Il faisait partie des groupes armés qui ont pris le contrôle de la région reculée du nord du Mali en 2012 et imposé leur vision de la religion, par la terreur, à une population locale qui a vécu un calvaire imposé par un régime tyrannique » a déclaré Mme Bensouda. L'homme d'origine malienne avait sous son contrôle environ 40 policiers islamiques. « Toutes les infractions aux lois islamiques strictes étaient punies par des flagellations, des tortures et par la destruction de sites consacrés à des pratiques religieuses » a-t-elle poursuivi. Al-Hassan est le deuxième djihadiste islamique à être jugé par la CPI. Lors d'un verdict historique, la Cour avait condamné en 2016 un premier djihadiste malien, Ahmad Al-Faqi Al-Mahdi, à neuf ans de prison pour avoir également pris part en 2012 à la démolition des mausolées protégés à Tombouctou, un site inscrit par l'UNESCO au patrimoine mondial. *(Africa Radio, le 09-07-2019)*

Quatre morts après l'attaque d'une gendarmerie tchadienne par des membres présumés de Boko Haram...

Trois civils et un gendarme tchadiens ont été tués dans la nuit de dimanche à lundi au cours d'une attaque du groupe nigérian Boko Haram contre un village du lac Tchad, selon une source sécuritaire, jointe par l'*AFP*. L'attaque a eu lieu contre la gendarmerie du village tchadien de Meliya situé à 15 kilomètres de Bol, ville riveraine du lac Tchad. « Les Boko Haram ont provoqué la mort de quatre personnes, un gendarme et trois civils, dont une femme et un adolescent. Meliya est un village qui abrite une base de la gendarmerie » a raconté lundi un responsable sécuritaire de la province du lac Tchad, ayant requis l'anonymat. « Les combattants de Boko Haram ont pris pour cible les locaux de la gendarmerie, sans s'en prendre au village » a précisé la même source. « Une ambulance venant au secours des victimes de l'attaque a été endommagée par une mine posée par Boko Haram, mais aucun blessé n'est à déplorer » a indiqué une source humanitaire. *(Africa Radio, le 09-07-2019)*

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Des mémos de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington critiquant Donald Trump publiés par la presse britannique...

Des câbles diplomatiques datant de 2017, 2018 et 2019 ont fuité dans la presse britannique hier et leur contenu est explosif. « Instable et incompétent », les mots qualifiant Donald Trump viennent du plus haut diplomate britannique aux États-Unis Sir Darroch. Dans ces messages confidentiels l'ambassadeur du Royaume-Uni à Washington ne mâche pas ses mots. « Nous ne pensons pas que cette administration va devenir plus normale, moins dysfonctionnelle, moins imprévisible, moins divisée, moins maladroite et inepte diplomatiquement » écrit-il dans ces câbles. Le 22 juin dans un autre il critique la politique de la Maison-Blanche sur l'Iran qui fait craindre un conflit armé. Le président américain aurait, selon lui, des positions incohérentes et chaotiques à ce sujet. Il prédit d'ailleurs que la présidence Trump risque de s'écraser en flammes et de s'achever dans la honte. Ces propos n'auraient jamais dû filtrer mais ont été publiés ce dimanche par le *Mail on Sunday* et repris largement par la presse britannique vraisemblablement après avoir été divulgués par un fonctionnaire. À Londres le ministère des Affaires étrangères a ordonné une enquête sur cette fuite jugée scandaleuse sans pour autant contester la véracité de ces mémos.

(*Médi-1, le 08-07-2019*)

... MILITAIRE ...

La Corée du Sud renforce la surveillance maritime à proximité de la ligne de démarcation en mer de l'Est...

Le ministère sud-coréen de la Défense a rendu compte à la Commission parlementaire ad-hoc des mesures destinées à renforcer la surveillance autour de la ligne de démarcation en mer de l'Est. Tout d'abord, un navire supplémentaire sera déployé aux alentours de la NLL. Davantage d'avions de patrouille maritime seront déployés. Et des hélicoptères sans pilote seront mobilisés pour transmettre des images pertinentes en temps réel. Par ailleurs, dix nouveaux radars maritimes dernier cri seront progressivement introduits d'ici 2025, ainsi que quarante capteurs thermiques. La formation du personnel manipulant les radars sera également renforcée. Tout cela dans le but d'améliorer le système de surveillance tout comme la capacité d'identification via les radars.

(*KBS World Radio, le 08-07-2019*)

Washington en passe de livrer quatre drones *Global Hawk* à la Corée du Sud...

L'armée de l'air sud-coréenne sera dotée de huit nouveaux chasseurs furtifs F-35A d'ici la fin de l'année. À en croire un de ses responsables, deux d'entre eux doivent arriver dans le pays dans le courant du mois et quatre autres en août. Ces avions militaires font partie des 40 unités que la Corée du Sud a commandées en 2014 auprès de Lockheed Martin pour un montant de 7 400 milliards de wons, ou 5,6 milliards d'euros. La livraison à l'armée de l'air de quatre appareils de reconnaissance *Global Hawk*, sans pilote et à haute performance, est aussi prévue avant la fin de l'année.

(*KBS World Radio, le 09-07-2019*)

Les États-Unis envisageraient la mise en place d'une coalition pour assurer la sécurité de navigation dans le détroit d'Ormuz...

Le chef d'état-major interarmées américain, le général Joseph Dunford, indique que les États-Unis envisagent la mise en place d'une coalition de pays, incluant des alliés, pour assurer la sécurité de la navigation dans les voies maritimes telles que le détroit d'Ormuz. *Associated Press* et d'autres médias rapportent que le général Dunford a mentionné le projet mardi. Il aurait dit que les États-Unis discutaient avec plusieurs pays de la possibilité de réunir une coalition qui assurerait la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz et les zones voisines. Les craintes concernant la sécurité dans ces eaux se sont intensifiées après que deux pétroliers commerciaux, dont un opéré par une compagnie japonaise, ont été attaqués près du détroit d'Ormuz le mois dernier. Le général Dunford aurait déclaré que son pays envisageait d'identifier au cours des deux prochaines semaines les pays ayant la volonté politique de soutenir l'initiative, puis de travailler ensuite directement avec leurs armées pour identifier des capacités spécifiques. Des observateurs pensent que l'administration Trump pourrait envisager la création de cette coalition afin d'obtenir que les autres pays partagent le fardeau associé au maintien de la sécurité. On attend de savoir quelles demandes spécifiques seront faites par les États-Unis à

chaque pays.

(Radio Japon international, le 10-07-2019)

La marine iranienne aurait tenté d'arraisonner un pétrolier britannique, selon CNN...

Des bateaux armés de l'Iran ont tenté hier de saisir un pétrolier britannique dans les eaux stratégiques du golfe Persique, mais selon la chaîne *CNN* ils ont été repoussés par une frégate de la Royal Navy qui escortait le pétrolier quand elle a pointé ses armes sur les bateaux iraniens en leur intimant de s'éloigner. Ces derniers avaient ordonné au *British Heritage* qui naviguait dans la zone du détroit d'Ormuz de changer sa trajectoire pour s'arrêter dans les eaux territoriales iraniennes proches.

(La voix de l'Amérique, le 11-7-2019)

La Grande-Bretagne affirme que des navires iraniens ont tenté de barrer la route à un pétrolier britannique dans le détroit d'Ormuz. Les navires ont été repoussés par une frégate de la marine royale. Le ministère britannique de la Défense critique cet acte iranien. Pour lui, il est contraire au droit international. Londres exhorte Téhéran à apaiser les tensions dans la région. Selon une déclaration du ministère, trois bateaux se sont approchés du pétrolier et ont tenté de le « saisir » mercredi. Les navires auraient rebroussé chemin, après qu'une frégate britannique s'est interposée entre eux, et de nombreuses sommations orales. *CNN* et d'autres médias américains ont cité auparavant des responsables américains selon lesquels des bateaux de petite taille du corps des Gardiens de la révolution islamique iranienne ont tenté de saisir le pétrolier qui naviguait dans le détroit. Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a déclaré à des médias locaux jeudi que les accusations de Londres ont créé des tensions dans la région, ajoutant que ces accusations étaient infondées. Il n'a cependant pas précisé si Téhéran était impliqué. Selon l'agence de presse *Fars*, qui a des liens avec le gouvernement iranien, le Corps des gardiens de la révolution islamique iranienne a nié avoir tenté d'arrêter le pétrolier britannique. Il aurait par ailleurs précisé n'avoir eu aucun contact ces dernières 24 heures avec des navires étrangers, britanniques compris.

(Radio Japon international, le 11-07-2019)

L'Iran dément formellement avoir tenté d'arraisonner un pétrolier britannique...

Les Gardiens de la révolution iraniens ont démenti les informations se rapportant à une tentative d'interception d'un pétrolier britannique par trois de leurs vedettes dans le détroit d'Ormuz. Un communiqué des Gardiens de la révolution a ainsi affirmé que ces accusations se rapportant à la tentative d'interception du pétrolier *British Heritage* sont erronées. Ce communiqué ajoute que les patrouilles iraniennes dans le détroit d'Ormuz n'ont repéré aucun navire étranger au cours des dernières 24 heures. Les autorités britanniques ont annoncé que l'un de leurs pétroliers a fait l'objet d'une tentative d'interception de la part de trois vedettes iraniennes. Un navire de guerre britannique est alors intervenu engendrant le retrait de ces dernières. Un communiqué de la Défense britannique a ainsi indiqué que le pétrolier *British Heritage* a été escorté par le navire de guerre britannique, *HMS Montrose*, en mission dans le détroit d'Ormuz. Le *HMS Montrose* s'est interposé entre le pétrolier britannique et les vedettes iraniennes qui se sont retirées après un avertissement des forces britanniques. Le gouvernement britannique s'était félicité, jeudi dernier, de l'interception par les autorités de Gibraltar d'un pétrolier à destination de la Syrie. Le pétrolier en question transportait deux millions de barils de Brent iranien. Les autorités de Gibraltar soupçonnent le pétrolier intercepté d'avoir transgressé les sanctions américaines et européennes sur les importations syriennes de pétrole. Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Abbas Mossavi, a indiqué, dans un post sur *Twitter*, que le ministère a convoqué l'ambassadeur britannique à Téhéran après l'arraisonnement d'un pétrolier iranien par la marine britannique, à Gibraltar, d'une manière illégale.

(La voix de la Turquie, le 11-07-2019)

Déploiement d'un second bâtiment de guerre britannique dans le détroit d'Ormuz...

La Grande-Bretagne mobilise un second navire dans le détroit d'Ormuz, sur fond de tensions exacerbées avec l'Iran, à propos des incidents récemment survenus dans la région. Le ministère britannique de la Défense a annoncé vendredi le déploiement du *HMS Duncan* dans le golfe Persique, en vue d'escorter un navire marchand naviguant dans la région. Il s'agit de remplacer la frégate *HMS Montrose*, pour cause de maintenance. Les médias britanniques ont toutefois précisé que les deux bâtiments opéreraient de concert.

(Radio Japon international, le 13-07-2019)

Le territoire américain serait à la portée des missiles balistiques nord-coréens, selon les forces américaines en Corée du Sud...

Le missile balistique intercontinental (ICBM) nord-coréen *Hwasung-15* testé en novembre 2017, pourrait atteindre l'ensemble du territoire des États-Unis. C'est ce qu'ont affirmé les forces américaines stationnées en Corée du Sud (USFK) dans un de leurs périodiques publié aujourd'hui. Selon le document, le pays communiste détient trois types d'ICBM, à savoir le *Hwasung-13*, le *Hwasung-14* et le *Hwasung-15*. Leur rayon d'action s'élèverait respectivement à 5 500 kilomètres, 10 058 kilomètres et 12 874 kilomètres. Or, le texte avance que ces deux derniers pourraient couvrir respectivement la plupart et l'intégralité du sol américain. Sur la situation de la péninsule, le commandement des GI's en Corée du Sud a estimé que l'alliance entre les deux pays faisait toujours face à la menace nord-coréenne, bien qu'il se réjouisse que l'État ermite ait arrêté ses provocations réitérées depuis début 2018. Et de juger qu'il reste encore beaucoup de défis à relever pour arriver à l'objectif ultime, à savoir sa dénucléarisation finale et complètement vérifiée.

(KBS World Radio, le 11-07-2019)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Washington en passe de vendre à Taïwan 108 chars de combat et 250 missiles *Stinger*...

Hier, 8 juillet, le département d'État des États-Unis a approuvé la vente de 108 chars M1A2T *Abrams*, de 250 missiles *Stinger* à courte portée et d'autres équipements militaires à Taïwan. Le département d'État a notifié le Congrès de cette vente d'armes d'une valeur estimée à 2,2 milliards de dollars américains soit environ 1,96 milliards d'euros. Le Congrès américain dispose désormais d'un mois pour examiner le dossier. Lors du premier signalement de cette possible vente le mois dernier, le ministère des Affaires étrangères chinois avait déclaré qu'il était sérieusement préoccupé par cette vente d'armes à Taïwan et avait exhorté les États-Unis à cesser cette vente pour éviter de nuire aux relations bilatérales. L'Agence pour la coopération, la sécurité et la défense du Pentagone (DSCA) a déclaré que cette vente ne changerait pas l'équilibre militaire de la région. Rappelons que les États-Unis sont le principal fournisseur d'armes de Taïwan. Le palais présidentiel a salué aujourd'hui cette vente via son porte-parole Xavier Chang : « Cette année marque les 40 ans du Taïwan Relations Act. Les États-Unis choisissent cette année importante pour honorer leur engagement envers le Taïwan Relations Act et les six garanties par des actions concrètes. Le gouvernement taïwanais exprime sa profonde gratitude puisque cette vente d'armes renforce la capacité et la confiance de Taïwan dans le maintien de la paix et la stabilité régionale, dans l'auto-défense et dans sa lutte contre les menaces d'intimidation. » La présidente Tsai Ing-wen avait déclaré en mars dernier que face aux pressions de la Chine, les États-Unis répondaient positivement aux demandes de Taipei de nouvelles ventes d'armes pour améliorer ses capacités de défense.

(Radio Taïwan international, le 09-07-2019)

Le système d'armes S-400 destiné à la Turquie serait en cours de livraison, selon le chef des industries de défense turques...

« Les systèmes de missiles de défense aérienne S-400 fabriqués par la Russie sont en cours de livraison à la Turquie, et dans les délais prévus » a déclaré mardi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. « Les livraisons ont lieu à temps dans le cadre du contrat en vigueur » a déclaré M. Peskov à l'agence de presse *Tass*, en réponse à des questions sur le calendrier des premières livraisons. Jeudi dernier, le chef des industries de défense turques, Ismail Demir, a déclaré que la livraison des systèmes russes S-400 commencerait lors de la deuxième semaine de juillet. La chaîne de télévision turque *Habertürk TV* a annoncé vendredi que le premier système de missiles S-400 pourrait être livré en Turquie mardi. En 2017, la Russie et la Turquie ont finalisé un accord portant sur la fourniture de deux lots de batteries de missiles sol-air S-400 à Ankara. En avril 2018, les deux parties ont convenu que la livraison s'effectuerait rapidement. Selon le ministère turc de la Défense, le déploiement des systèmes de missiles S-400 devrait débuter en octobre. Les États-Unis avaient déjà annoncé qu'ils pourraient interdire à la Turquie d'acheter des chasseurs furtifs F-35 si cette dernière procédait à la transaction de S-400. Le système de missile de défense aérienne S-400 est considéré comme le plus avancé du genre en Russie, capable de détruire des cibles à une distance maximale de 400 kilomètres et une altitude de 30 kilomètres.

(Radio Chine internationale, le 10-07-2019)

En Turquie, livraison des premiers éléments du système d'arme russe S-400...

Le premier lot de missiles sol-air russes S-400 a été livré vendredi à Ankara, la capitale turque, a annoncé le ministère turc de la Défense. Dans le cadre du contrat conclu entre la Turquie et la Russie, ce premier envoi de missiles longue portée est arrivé sur la base aérienne de Mürted (ex-Akinci), située dans les faubourgs nord-est d'Ankara, a-t-il précisé dans un communiqué. En décembre 2017, Ankara et Moscou ont signé un accord d'une valeur de 2,5 milliards de dollars pour la vente de deux batteries de S-400, le système de défense aérienne le plus avancé de la Russie. La Turquie est le premier État membre de l'OTAN à en faire l'acquisition.

(Radio Chine internationale, le 12-07-2019)

La livraison du système de défense antiaérienne et anti-missiles de longue portée S-400 que la Turquie a acheté à la Russie, se poursuit. Selon le ministère de la Défense nationale, quatre avions transportant des pièces du système sont arrivés à l'aéroport Mürted d'Ankara. Au premier jour de la livraison, trois avions géants de transport étaient arrivés hier. Les livraisons se font suivant le calendrier convenu avec la Russie. Les S-400 seront livrés en trois lots. Le deuxième lot du système de défense antiaérienne et anti-missiles se fera par avion et le troisième lot qui sera constitué de plus de 120 missiles, par voie maritime.

(La voix de la Turquie, le 13-07-2019)

Forte augmentation des ventes d'armes allemandes durant le premier semestre 2019...

On notera l'augmentation drastique des exportations d'armes allemandes. Au cours du premier semestre 2019, le gouvernement allemand a approuvé des exportations d'armes pour un montant de 5,3 milliards d'euros. Un montant supérieur à celui de l'année précédente. Au cours des trois dernières années le volume des exportations a diminué et n'a atteint que 4,8 milliards d'euros en 2018. Dans le classement des principaux pays destinataires des équipements militaires allemands la Hongrie occupe la première place, loin devant l'Égypte et la Corée du Sud.

(Deutsche Welle, le 11-07-2019)

... CYBERESPACE ...

Au Soudan, retour de l'internet mobile après plus d'un mois de blocage...

L'internet mobile a été restauré mardi au Soudan suite à une décision judiciaire, plus d'un mois après que les généraux au pouvoir l'ont bloqué sur fond de répression brutale de la contestation. Le 3 juin, l'internet mobile avait été coupé après la dispersion sanglante par des hommes armés en tenue militaire d'un sit-in de manifestants devant le QG de l'armée à Khartoum. Des dizaines de manifestants ont été tués et des centaines blessés. Les lignes de connexion internet terrestres avaient également été bloquées à travers le pays, ce que les utilisateurs ont présenté comme une tentative visant à enrayer les manifestations, qui réclament le transfert du pouvoir aux civils depuis la destitution en avril du président Omar El-Béchar par l'armée. Depuis le début, en décembre, des manifestations, la contestation a réussi à mobiliser grâce, en grande partie, aux réseaux sociaux. L'avocat Abdelazim Al-Hassan a porté plainte contre le blocage d'internet et un tribunal de Khartoum avait ordonné à l'opérateur Zain de rétablir le réseau sur son téléphone. Les lignes de connexion internet terrestres avaient été restaurées plusieurs jours après mais l'accès à la 3G et la 4G restait bloqué. « Je suis retourné au tribunal et ai dit que la coupure avait un impact sur de nombreux clients de Zain et d'autres compagnies de télécoms » a indiqué mardi Abdelazim Al-Hassan lors d'une conférence de presse. « Aujourd'hui, le tribunal a ordonné aux opérateurs Zain, MTN et Sudani de rétablir leurs services d'internet mobile » a-t-il ajouté. Selon des utilisateurs, l'internet mobile a été rétabli dans la journée sur les réseaux de MTN et Sudani mais pas sur celui de Zain. Plusieurs personnes contactées par l'AFP ont confirmé pouvoir faire des appels vocaux et vidéo via des applications comme la messagerie *WhatsApp*. Interpellé de toute part, le Conseil militaire avait justifié le blocage. « Concernant les réseaux sociaux, nous y voyons une menace pour la sécurité du pays en ce moment et nous n'autoriserons pas cela » avait assuré son porte-parole. Après des semaines de tensions, le Conseil militaire et les chefs de la contestation se sont accordés vendredi sur une présidence alternée à la tête de la future instance qui dirigera le Soudan pendant trois ans. La contestation avait été déclenchée en décembre par le triplement du prix du pain, dans un pays pauvre à l'économie exsangue. Les manifestations ont rapidement pris une tournure politique en réclamant l'éviction d'Omar El-Béchar, qui dirigeait le pays d'une main de fer depuis près de trois décennies.

(Africa Radio, le 10-07-2019)

Selon une cour d'appel fédérale américaine, Donald Trump viole la constitution en bloquant certains utilisateurs sur *Twitter*...

La Cour d'appel fédérale américaine a assuré que le président américain Donald Trump viole la constitution et la liberté d'expression en bloquant certains utilisateurs dont il n'apprécie pas les *tweets*. Bien que le blocage des utilisateurs sur *Twitter* soit jugé contraire à la Constitution, Trump avait saisi la cour supérieure pour l'annulation de ladite décision. La Cour fédérale d'appel de New York s'est prononcée sur le procès introduit par sept utilisateurs bloqués par Trump sur *Twitter*. La cour a estimé que le blocage de *tweets* ou d'utilisateurs non-apprécés par un responsable gouvernemental qui utilise les réseaux sociaux pour des explications qui intéressent le public, est une violation de la constitution et de la liberté d'expression.

(La voix de la Turquie, le 10-07-2019)

Facebook accusé d'infractions à la vie privée par la Commission fédérale américaine du commerce...

La Commission fédérale américaine du commerce (FTC) a approuvé un accord à l'amiable avec *Facebook* prévoyant le paiement d'une amende de cinq milliards de dollars, dans le cadre de son enquête relative aux infractions à la vie privée commises par le géant du numérique, a rapporté vendredi *The Wall Street Journal*. L'accord, adopté par les commissaires de l'agence de régulation fédérale par trois voix pour les Républicains et deux contre les Démocrates, devrait être soumis à l'approbation du département de la Justice. L'amende, si elle est finalisée, devrait être la plus importante jamais réclamée par la FTC à l'encontre d'une compagnie technologique. À ce stade, on ignore les restrictions que stipule l'accord quant à la façon dont *Facebook* gère les informations confidentielles de ses utilisateurs. La FTC tout comme *Facebook* se sont dispensés de tout commentaire à ce sujet.

(Radio Chine internationale, le 13-07-2019)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement

148 rue de l'Université – 75007 Paris

Tel.: 01 78 42 26 67